

RAPPORT AU CONSEIL NATIONAL DU 5 SEPTEMBRE 2018

Nathalie SIMONNET

Chères camarades,

Chers camarades,

A cette date et à moins de 10 jours de la fête de l'Humanité, la rentrée des communistes bat déjà son plein, à se demander même si collectivement nous sommes partis pendant l'été.

Nous n'avons pas chômé. Durant tout l'été, nous avons été très présents dans les hémicycles pour traiter des sujets brûlants d'actualité, je pense évidemment à l'affaire Benalla mais aussi à la loi Elan destructrice du logement social.

Durant tout l'été, nous avons continué à dénoncer les fermetures estivales de lits ou de services d'urgence dans les hôpitaux, nous avons poursuivi nos gestes de solidarité avec les migrants, ainsi que nos actions pour la libération de Salah Hamouri, en Val de Marne et en Seine Saint-Denis nous avons remis en place des initiatives pour organiser les bacheliers et les lycéens qui se retrouvent sans place à la fac ou au lycée, à Nice nous avons exigé la remise en service des fontaines d'eaux qu'Estrosi avait fermé pour « éloigner les SDF », dans les Bouches du Rhône nous nous battons pour le maintien des emplois dans un Mac Do...

Les fêtes fédérales ont toutes connu de très fortes participations et les débats, qui de l'aveu même des secrétaires fédéraux étaient parfois un peu délaissés, ont connu une affluence renouvelée.

Plus 15 000 personnes, partout en France ont participé à une sortie à la mer avec les communistes, mesurons ce que geste représente quand désormais 20 % de la population de notre pays est privé du droit élémentaire de partir quelques jours en vacances, pour beaucoup de ces familles c'est la seule journée qui leur aura permis d'échapper un peu au quotidien.

A cela ajoutons les initiatives de vente de fruits et légumes toujours très attendues par la population, qui portent l'exigence de se nourrir correctement et de rémunérer à sa juste valeur le travail des agriculteurs.

Notre université d'été a connu cette année encore, un très large succès avec 1000 participants de toutes générations confondues qui se sont retrouvés dans une ambiance studieuse, couplée d'une soif de débattre, de comprendre, d'apprendre qui nous fait penser que l'université permanente qui débutera fin septembre correspond à de très fortes attentes. ...

Notons que le Campus des élus, pour sa seconde édition, a lui aussi connu un beau succès avec plus de 170 participants.

La liste pourrait être très longue, je m'arrêteraï là. Mais je pense que nous devrions être très attentifs à notre capacité à agir sur de très nombreux terrains et à l'attente qui existe quant à notre positionnement politique.

Loin de l'effacement médiatique organisé contre notre parti et qui a atteint son paroxysme avec le traitement de notre université d'été, des milliers de communistes sont allés durant tout l'été à la rencontre des Français pour organiser la solidarité concrète, poursuivre le débat sur le sens et les méfaits de la politique gouvernementale et préparer une rentrée offensive.

Permettez-moi de m'arrêter quelques instants sur ce sujet. Sommes-nous réellement en mesure d'aller vers une rentrée offensive ? Qu'est ce que la situation recèle de nouveau qui peut nous conduire à penser cela et à agir en ce sens ?

Je pense qu'après un an d'exercice du pouvoir par Emmanuel Macron, une situation nouvelle se dessine.

Loin de moi l'idée d'un quelconque spontanéisme car après l'affaire Benalla, le discrédit qui frappe le chef de l'Etat et le rouleau compresseur des mesures gouvernementales, la situation peut aussi conduire à un rejet encore plus massif de la politique et à des replis extrêmement dangereux vers la droite et l'extrême droite.

Non, pour que ces ingrédients nouveaux aillent dans le sens de mobilisations populaires et de l'ouverture d'une perspective, il est plus que jamais nécessaire de prendre de l'initiative politique, de pousser le débat sur le sens des choix gouvernementaux, ce qu'ils portent de néfaste pour chacun d'entre nous et pour l'ensemble de la société et de porter la réflexion sur des solutions alternatives.

J'en viens donc à ce qui caractérise la situation et qui peut nous permettre de dire qu'une phase nouvelle peut s'ouvrir.

Macron agit en monarque de droit divin, mais il oublie un peu vite les circonstances de son élection. Il n'a été élu que par une minorité des inscrits et par défaut pour empêcher l'élection de Marine Le Pen.

Après s'être dit ni de droite, ni de gauche, il révèle sa vraie nature, celle d'un président réactionnaire qui met en œuvre, au pas de charge, la politique ultralibérale dont rêvaient la droite et le patronat.

Casse des services publics, privatisation de tout ce qui peut l'être, redistribution aux actionnaires de la richesse créée par le monde du travail, cadeaux fiscaux aux patrons, appauvrissement des salariés dans leur ensemble, multiplication des laissés pour compte du système, guerre à la démocratie menée à la fois au Parlement et dans les entreprises avec les syndicats en ligne de mire, pour avoir les mains plus libres pour poursuivre cette politique.

L'étiquette de Président des riches colle désormais à Macron, son mépris affiché des classes populaires ainsi que les effets concrets de ses mesures rendent plus visibles la structuration en classes de notre société et le choix de favoriser la classe dominante.

Emmanuel Macron n'avait sans doute pas anticipé l'exaspération que cela crée dans le pays qui se concrétise par sa chute vertigineuse de popularité, la persistance de mouvements sociaux, de

grèves, de manifestations, son isolement sur l'échiquier politique, l'affaiblissement de son camp après l'affaire Benalla, la démission de Nicolas Hulot qui montre à quel point ce gouvernement est incapable de répondre aux enjeux environnementaux pourtant cruciaux pour le devenir de l'humanité, enjeux qui préoccupent de plus en plus les Français et qui montrent l'incompatibilité entre libéralisme gouvernemental et urgence écologique et social.

Quand la dégradation de la situation atteint un tel niveau, quand des gens décèdent faute de prise en charge aux urgences, quand les portes de l'université se ferment au nez de centaines de milliers de jeunes, quand le SAMU ne répond plus qu'à 1 appel sur 2 à Paris, quand des infrastructures routières sont fermées car dangereuses, du monde, beaucoup de monde peut se dire qu'il va devenir plus difficile de « passer entre les gouttes » et que dans ces conditions mieux vaut chercher à jouer « collectif », qu'il y a peut-être plus de choses qui nous rassemblent que de choses qui nous divisent.

Cette situation un an après son élection réactualise de fait le débat sur le besoin d'une autre politique, d'une autre société.

Certes, bien des obstacles demeurent, rien n'est mécanique et le risque est grand que cette colère, cette exaspération soient déviées vers les pièges du populisme, du nationalisme, du repli sur soi ou de révoltes stériles.

Il ne s'agit surtout pas de les ignorer mais de voir les potentialités de la situation et de s'en saisir.

Dans ce contexte, l'heure est à l'offensive, à la prise d'initiative pour que cette colère, ce rejet de la politique gouvernementale se transforme en capacité d'action collective, en capacité à construire des politiques qui répondent aux priorités des Français qui restent le pouvoir d'achat, la santé, les retraites, c'est-à-dire les sujets où le gouvernement échoue à convaincre et où ses choix font mal.

La fête de l'Humanité sera évidemment un temps fort de cette construction politique, un grand carrefour de réflexion, de convergences, de construction citoyenne.... Un bol d'oxygène idéologique et de fraternité.

Nous avons la possibilité de faire de la fête un événement majeur catalysant et amplifiant les mobilisations sociales et politiques donnant également une dimension nouvelle aux élections européennes.

Beaucoup de monde s'apprête à y participer, beaucoup de ceux qui étaient dans la rue au printemps dernier et bien au-delà ceux qui se disent que la situation ne peut plus durer et qui cherchent une issue, une façon d'agir.

D'ailleurs, toutes les initiatives de diffusion se soldent pas un nombre de bon de soutien diffusés jamais vu, plus de 500 à la Fontaine des Innocents à Paris la semaine dernière, plus de 100 en seulement quelques heures à la Braderie de Lille...

Tout nous indique d'ores et déjà que nous aurons une très grande fête, il nous faut amplifier, démultiplier les initiatives de contact politique que nous prenons pour que ce week-end devienne le premier grand rendez-vous politique de la rentrée et qu'il marque de son empreinte la suite des événements.

Je veux souligner 3 temps forts de cette fête. Le discours de Pierre Laurent devant les personnalités le samedi à 14h, le meeting de Patrick Le Hyaric le dimanche sur la grande scène et les speed-

meeting de Ian Brossat, des prises de parole organisées tout au long du week-end dans les espaces régionaux de la Fête.

Je dis le premier grand rendez-vous car vous avez sans doute vu que les syndicats CGT, FO, Sud, l'UNEF, l'UNL débattent d'ores et déjà d'une manifestation interprofessionnelle pour le 9 octobre, qu'une intersyndicale des organisations de retraités (CGT, FO, FSU, Sud, CGC et CFTC) est prévue le 7 septembre, que la CGT cheminots a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le 18 septembre, et que les salariés d'Air France ne lâchent pas sur leurs revendications salariales et se mobilisent après la validation par le Conseil d'administration du groupe d'une augmentation de 354% de la rémunération du nouveau PDG...

C'est à cela que nous voulons travailler dans les semaines, les mois qui viennent et les sujets de mobilisation ne manquent pas, Macron poursuit son offensive tout azimut contre les salariés, les retraités, les jeunes au service du capital et des privilèges.

Mais, notons aussi que « l'an II » du macronisme commence dans un contexte plus difficile pour le gouvernement.

Pour la première fois depuis 16 mois, l'exécutif a été bloqué, sur une réforme présentée par Macron comme relevant de l'ADN du nouveau pouvoir, je veux parler de la réforme constitutionnelle qui entend réduire drastiquement le rôle du Parlement, supprimer un tiers des parlementaires et la moitié du Conseil Economique, Social et Environnemental.

Empêtré dans l'affaire Benalla, le texte a été retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Le gouvernement avait la possibilité de le réinscrire dès la prochaine session, ce n'est pas le cas, le premier ministre laisse entendre, dans un entretien au JDD, que la réforme sera de nouveau présentée « dans les prochains mois ». Il faut mesurer la signification d'une telle décision du Président.

Le pouvoir a très certainement redouté les débats parlementaires mais a aussi pris la mesure de l'impact de cette affaire sur l'opinion des Français-ses.

Les auditions estivales des commissions d'enquêtes Parlementaires ont été largement suivies. Celle du Sénat va reprendre ses travaux et risquent de nous éclairer davantage sur les pratiques des proches du Président.

Le « nouveau monde » avait promis de nouvelles pratiques et une « République exemplaire », c'est la République en marche des coquins et des vilains, aux relations malsaines dont le masque est tombé.

Si le gouvernement veut réduire à ce point la représentation populaire, c'est pour avoir les mains entièrement libres pour mener sa politique en faveur des nantis.

Notre pétition exigeant le retrait du projet de loi et la consultation du peuple par référendum devra évidemment être relancée, en grand, en cas d'inscription de ce projet à l'ordre du jour du Parlement. C'est sa mise en échec durable que nous visons, pour lui substituer la mise en débat dans le pays d'un projet de démocratisation de la République à l'opposé de cette monarchie présidentielle absolue.

Face à l'offensive du gouvernement, nous avons engagé de très nombreuses batailles, des batailles en lien avec le quotidien de nos concitoyens, ancrées dans nos territoires. Il faut les poursuivre avec ténacité, c'est ce travail qui ouvrira les brèches de nos futures victoires : le Tour de

France des hôpitaux et des Ehpad, la bataille pour l'avenir du service public ferroviaire, contre la privatisation des barrages hydrauliques, la bataille contre ParcoursSup, la bataille du logement, celle des budgets communaux, des moyens pour l'école, la culture ou le sport...

Nous devons les amplifier, en partant des situations concrètes que nous rencontrons localement et nous engager avec ambition dans celles qui s'annoncent, notamment, celles de la réforme des retraites et sur le plan pauvreté.

La fin du système de retraite par répartition et son remplacement par un système individualisé par point, synonyme de précarité, est programmée. C'est le prochain gros dossier du gouvernement pour avancer un peu plus loin vers la destruction de la notion de solidarité dans notre pays.

Dès le 6 septembre à Montreuil et ensuite dans toutes les régions jusqu'à la mi-octobre, le gouvernement tiendra de pseudo ateliers de concertation sur le sujet, investissons-les pour porter une autre voix et réaffirmer haut et fort que nous nous battons bec et ongle contre cette réforme. Nous pouvons rencontrer un fort écho sur ce sujet qui suscite une très grande inquiétude dans la population.

Une des difficultés que nous rencontrons est que cette offensive tous azimuts nous oblige à traiter de très nombreux sujets qui peuvent paraître sans lien les uns des autres, qui peuvent donner le sentiment que nous nous dispersons alors que la politique gouvernementale est au contraire très cohérente.

La prendre par le bout de l'austérité nous permettrait de tourner les projecteurs sur la cohérence de leur politique, sur le sens de leurs choix et du même mouvement donner plus de visibilité et de cohérence à nos propres initiatives, à nos propositions avec un vocable que chacun peut comprendre et mesurer à l'échelle de sa propre vie.

Le gouvernement fait chaque jour le choix de l'austérité pour les salariés et les retraités, la baisse du pouvoir d'achat atteint tout le monde dans un contexte d'augmentation de l'inflation et de ralentissement de la croissance ; il fait le choix de l'austérité pour les services publics jusqu'à mettre nos vies en danger en limitant le nombre d'étudiants en médecine, en fermant des hôpitaux, des maternités ; il fait le choix de l'austérité jusqu'à casser le logement social et laisser des millions de gens vivre dans des logements indignes ; il fait le choix de l'austérité contre les budgets des collectivités pourtant premiers investisseurs publics dans le développement de nos territoires.

Bref, il fait un choix qui détruit notre avenir individuel et notre avenir collectif et qui ne répond pas aux besoins de la société.

L'austérité ce n'est pas la solution, c'est le problème pourrions-nous clamer haut et fort.

Ne sous-estimons pas à quel point, ils ont réussi à faire admettre aux gens que la baisse des dépenses publiques et les politiques austéritaires sont nécessaires. Ne sous-estimons pas non plus les points que nous marquerions dans la bataille idéologique en rendant majoritaire l'idée qu'il faut sortir de l'austérité.

Emmanuel Macron a eu le culot de parler du « pognon de dingue » des prestations sociales.

Nous sommes en mesure de montrer « le pognon de dingue » que coûte l'appropriation par le capital de la richesse créée, ce que coûte l'évasion fiscale, ce que coûte l'inégalité devant l'impôt et exigeons que cet argent finance la sortie de l'austérité au lieu de nous y enfoncer. Cet argent

doit financer nos services publics, nos budgets communaux, des salaires et des retraites dignes, des investissements industriels et écologiques indispensables pour ouvrir la voie d'un nouveau développement social.

Sortir de l'austérité, voilà l'exigence que nous pourrions faire grandir partout, en toutes circonstances, face à chaque coup porté jusqu'à obtenir des victoires pour crédibiliser notre démarche, des solutions alternatives et redonner confiance dans l'action collective.

Cette démonstration, nous la populariserons, dès la fête de l'Huma, avec une carte-pétition de rentrée. Nous pourrions la porter sur le terrain, au Parlement, dans les mobilisations sociales qui s'annoncent.

Ce que nous voulons c'est un plan national de sortie de l'austérité, la fin des privilèges pour la finance, un plan national de réinvestissement social, territorial, industriel et écologique. En bref, ouvrir la porte à une autre logique politique et économique, poser la question de l'alternative dans une dynamique de rassemblement populaire.

Sortie de l'austérité, services publics, évasion fiscale, accueil des réfugiés, nous sommes au cœur de la campagne européenne qui nous mobilisera aussi cette année. La politique de Macron et celle de l'Union européenne sont imbriquées. Combattre l'une, c'est combattre l'autre et réciproquement.

La campagne des Européennes va se mener sur des questions de fonds, de sens de la société, va-t-on vers une Europe de la solidarité, de la coopération, des droits ou bien vers une Europe qui poursuit une politique libérale, de repli identitaire, de rejet de l'autre....

En avril dernier, nous affirmions dans la feuille de route adoptée par le CN :

« les communistes ne seront pas les témoins horrifiés de l'accélération de l'intégration européenne néolibérale ou de la guerre des nationalismes. Nous refusons le piège tendu par Emmanuel Macron d'une division entre pro et anti UE (...) qui évacue la question du contenu des politiques menées (...). Nous ne pensons pas non plus que l'alternative à l'Union européenne libérale réside dans une sortie de l'UE et de l'euro. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendances, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs et les peuples est une illusion. » (fin de citation)

L'actualité la plus récente confirme malheureusement l'analyse que nous faisons.

Nous ne serons pas des témoins horrifiés car nous n'allons pas rester les bras ballants mais avouons qu'entre la récente « chasse collective » aux immigrés menée par l'extrême droite allemande et la rencontre entre Victor Orban et Mattéo Salvini les premiers ministres Hongrois et Italien d'extrême-droite, l'inquiétude est grande.

Cette rencontre, saluée par Marine Le Pen, avait pour but la constitution d'une alliance électorale pour « éliminer les démocrates » et faire de leur positionnement sur les migrants la ligne de partage lors des élections européennes entre « une Europe qui veut gérer au mieux l'immigration » et eux « qui veulent arrêter les migrants ».

Et pour Orban, Macron est à la tête du camp opposé. Ce dernier s'est immédiatement dit prêt à assumer ce rôle d'opposant principal aux nationalistes. « Je ne céderai rien aux nationalistes et à ceux qui prônent ce discours de haine » a-t-il ajouté. Pour lui, « il se structure une opposition forte entre nationalistes et progressistes en Europe ».

Nous voyons dans quel piège peuvent s'enfermer les élections européennes. Nous ne voulons pas être coincés entre l'extrême-droite et Macron. Les uns et les autres sont des produits de l'ultralibéralisme.

De la mise en concurrence à outrance des peuples à leur mise en opposition il n'y a qu'un pas.

Nous voulons remettre en cause les politiques européennes qui provoquent un énorme mécontentement parmi les populations sur tout le continent. Le dumping social, l'austérité avec le carcan du traité budgétaire, l'évasion fiscale, la non prise en compte des enjeux climatiques, l'indignité de la politique à l'égard des migrants peuvent et doivent être combattus par la France et son peuple, dans la perspective d'une nouvelle « Union de nations et de peuples souverains et associés ».

Plus que jamais, nous devons accélérer notre entrée en campagne, réaffirmer notre projet progressiste, social et solidaire.

Ces idées ont besoin d'être portées dans le débat public et les Français ont besoin de députés qui les portent au Parlement européen.

Nous voulons une liste qui soit celle de toutes les mobilisations sociales et citoyennes, une liste ouverte aux coopérations politiques utiles à faire progresser ces objectifs.

Il est maintenant nécessaire de concrétiser cette démarche dans chaque fédération et au niveau national de travailler à la construction de la liste.

Nous finaliserons nos choix dans les semaines qui viennent, le CN du 13 octobre sera une étape importante de la construction de la liste.

Mais sans attendre construisons avec Ian et nos députés européens Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu et Marie-Christine Vergiat de très nombreuses initiatives pour aller à la rencontre des Français. Débattons des politiques menées en France et à l'échelle de l'Europe, qui sont des politiques libérales au service de la finance et ont des conséquences graves pour nos vies ; Ian le fera par exemple le 6 septembre à Montreuil lors du lancement par le gouvernement de sa réforme des retraites conforme à l'orientation d'une Europe qui veut généraliser l'âge de départ à 67 ans.

Dans ce cadre, et dans la poursuite de la Fête de l'Humanité, nous proposons aux communistes d'investir largement les marches nationales pour la paix du 22 septembre dans près d'une vingtaine de villes de notre pays. Nous y porterons l'exigence d'une Europe de la paix, de la solidarité et du progrès social ; d'une sortie de l'OTAN par la France en vue de la construction d'espaces communs de coopérations et de solidarité collective ; de la ratification du traité d'interdiction des armes nucléaires et d'engagement pour le désarmement multilatéral (modèle de tract et auto-collant, seront disponibles à la Fête de l'Huma).

L'ensemble des questions que je viens de traiter sont au cœur de la préparation de notre congrès.

Nous sommes aujourd'hui à une étape nouvelle, il est important que nous prenions tous ensemble les dispositions pour que le congrès soit à la hauteur des attentes des communistes, à la hauteur de la situation politique, de la complexité du monde, des bouleversements permanents, des révolutions en cours en tout domaine, des dangers qui pèsent sur l'humanité même.

Chacun ressent les efforts extrêmement importants que nous devons fournir, il ne peut y avoir de réponses simplistes sur aucun sujet, toutes les questions qui nous sont posées demandent beaucoup de travail, de réflexion, de construction collective, pour inventer les réponses d'une humanité libérée des aliénations qui entravent les êtres humains.

Les attentes sont fortes chez les communistes et c'est tant mieux. Et d'ores et déjà mesurons les gestes que nous avons produit tout comme la réflexion approfondie sur des sujets clés pour le devenir de notre société.

Je pense en particulier aux états généraux du numérique qui nous ont permis de réfléchir avec de nombreux acteurs de ce secteur au rôle, à l'utilisation de cet outil au service des êtres humains et de leur développement à des années-lumière du rôle que lui assigne le capitalisme pour pousser plus loin encore l'exploitation à son service, je pense aux assises de l'écologie qui nous ont permis de passer un cap considérable sur les enjeux environnementaux qui sont au cœur même du devenir de l'humanité, je pense à la convention nationale culture, art, éducation qui se tiendra les 28 et 29 septembre prochain qui nous permettra de rencontrer ceux qui contre vent et marée font vivre une conception de la culture quelque part hors système.

Le point commun de toutes ces initiatives, c'est à la fois de construire notre vision, notre positionnement politique sur des sujets centraux qui disent la façon de vivre en société, c'est aussi de construire, de réfléchir avec ceux qui dans la société telle qu'elle est, agissent concrètement pour y faire vivre l'idée des communs qui se croise avec celles de la solidarité, de l'envie de vivre autrement.

Pierre dans son allocution à l'université d'été avançait une idée qui me semble très importante « plus encore que le parti de la parole communiste, nous devons être le parti de l'initiative communiste ».

Prenons le temps de réfléchir à ce que cela veut dire concrètement que d'être un parti de l'initiative communiste.

D'abord être capable d'identifier dans les bouleversements de la société actuelle, les aspirations montantes, les germes d'une société nouvelle.

Travailler en quoi ces aspirations peuvent rencontrer l'idée et l'action communiste pour sortir de l'impasse, ouvrir une dimension nouvelle à notre devenir individuel et collectif.

Réfléchir aux liens que notre parti entretient avec ceux qui portent ces aspirations pour à la fois alimenter, construire les moyens d'agir et s'en nourrir.

Devenir le parti qui favorise les expérimentations sociales, les conquêtes démocratiques qui libèrent les imaginaires et les perspectives d'une société entièrement tournée vers l'humain.

Si nous considérons que l'appropriation des conditions du changement, ne peut résulter d'un ralliement, mais pose la nécessité d'une construction avec les intéressés eux-mêmes et d'une pratique citoyenne renouvelée. Alors, la transformation de nos propres pratiques politiques et du fonctionnement de nos organisations se pose avec force.

Être utile à cette construction suppose d'élever notre production de savoirs, de propositions, d'arguments et d'en irriguer profondément le parti. De promouvoir l'étude, l'échange d'expérience entre nous et d'autres acteurs, bref de redonner force à l'idée d'un intellectuel collectif pour développer à tout niveau nos capacités d'initiative, faire grandir les consciences et rassembler.

Tout comme la non hiérarchisation des luttes nous pose la nécessité de leur mise en cohérence.

C'est dans ce cadre que se pose la relance de notre travail de formation avec notamment l'université permanente, le redéploiement du travail de proximité pour mieux partir des aspirations à l'entreprise comme dans le quartier, proximité géographique mais aussi proximité thématique avec le développement d'un travail en réseaux qui devient absolument nécessaire pour traiter des grands enjeux de notre époque.

La mise en place de notre plateforme numérique en octobre participe de la recherche de cette dynamique nouvelle, tout comme la refonte de notre communication.

Bien évidemment je ne prétends pas épuiser le sujet mais poser le sens des changements à effectuer pour y travailler collectivement.

Je relevais au tout début de mon introduction la capacité des communistes à être présents sur le terrain, à travailler à partir des réalités d'aujourd'hui, à se mettre au service de l'élaboration collective. Il faut souligner à quel point c'est une exception dans la vie politique française.

Pour autant, il nous faut aller plus loin pour être à la hauteur de la situation.

Quand l'enquête de la Fondation Gabriel Péri réalisée par Via Voice met en lumière que 56% des personnes interrogées ont une mauvaise opinion du capitalisme, que 76% sont convaincus que les classes existent toujours et que les préoccupations dominantes restent l'emploi, le pouvoir d'achat, le système de santé...

Quand par ailleurs 38% considèrent les idées marxistes et communistes utiles pour comprendre le monde, mais que 62% pensent que le mot communiste fait ancien et dépassé...

Alors, construire une nouvelle adéquation entre l'appréciation négative du capitalisme, l'utilité du communisme pour comprendre et la possibilité d'envisager un autre devenir devient un enjeu pour nous.

Cela montre que nous ne partons pas de rien. Mais cela montre aussi l'importance du chantier auquel nous nous attaquons. Ce chantier ne se limite pas à une question interne mais peut faire de notre congrès un centre d'intérêt pour tous ceux qui luttent, qui ne se résignent pas, qui cherchent.

Les enjeux de ce congrès sont donc importants et appellent l'amplification de nos efforts pour poursuivre un débat constructif permettant approfondissement et enrichissement pour faire déboucher nos travaux sur une élévation qualitative de notre production commune.

La question n'est donc pas de s'enfermer dans un débat de posture, ni de se compter mais de faire de la diversité des approches, le moyen de pousser plus loin notre réflexion.

L'organisation du vote des communistes pour choisir le texte qui nous servira de base de travail jusqu'au congrès, nous pose la question du texte qui nous permettra le mieux d'aller dans ce sens.

Lors de la dernière réunion du CN sur la base commune, nous avons fait le choix collectif de nous doter d'un texte avec des fenêtres avec pour ambition de cerner collectivement les différences, voire les divergences comme les points de convergences au demeurant nombreux, pour clarifier, rendre plus accessible le débat et ainsi pousser à l'approfondissement.

Au final, la commission de transparence des débats a validé 4 textes. Certes, cette situation est totalement conforme à nos statuts.

Mais mon expérience de secrétaire fédérale me fait dire, et c'était aussi la tonalité de la réunion des secrétaires fédéraux la semaine dernière, que la multiplication des textes ne répond pas à ces exigences, et qu'elle est vécue par nombre de camarades comme d'un abord laborieux, ne facilitant pas la participation au débat.

Or, nous avons besoin de l'apport, de l'expérience d'un maximum de camarades dans un débat instruit, exigeant, respectueux, riche d'un maximum de contributions.

Bien évidemment chacun choisira en toute liberté, mais puisqu'il y a débat, il me semble normal de livrer mon expérience et mon choix pour le document adopté par le CN.

Mais par-delà nos différences de points de vue, une exigence commune s'impose à nous, celle d'œuvrer à une participation importante des communistes au vote des 4, 5 et 6 octobre.

C'est une responsabilité de direction à tous les niveaux, je pense que c'est ce que les communistes attendent.

Nous en avons les moyens, l'état d'esprit offensif dont témoignent les militants en cette rentrée, la capacité à réussir une très grande fête de l'Humanité avec les débats que nous y mènerons, leur volonté de voir notre parti rejouer un rôle de premier plan avec l'envie de construire qui en découle, nous permet d'être ambitieux, très ambitieux.